



LA RÉFORME DES LYCÉES PRO EXPLIQUÉE À TOUTES ET TOUS...



LA CGT ÉDUC'ACTION, LE SYNDICAT DE TOUS LES PERSONNELS DE L'ÉDUCATION NATIONALE

UN ENJEU DE CLASSE ET DE SOCIÉTÉ

La voie professionnelle sous statut scolaire concerne 37% des élèves. Le LP concentre fortement des populations d'origine sociale défavorisée (57 % des élèves). Par conséquent, cette réforme va surtout impacter les jeunes issu-es des milieux populaires. Pour la CGT, la voie professionnelle doit « former l'Homme, le citoyen, le Travailleur », or la réforme Macron a pour seule boussole l'employabilité immédiate au détriment des autres missions (éducation, ouverture culturelle, culture professionnelle, citoyenneté...).

La réforme Macron des lycées professionnels veut répondre à la logique politique de la loi « plein emploi » et insérer à tout prix dans les métiers en tension et d'avenir. À l'image de France Travail qui va contraindre les privé-es d'emploi à accepter n'importe quel travail. Jamais ne sont évoquées la précarité des contrats de travail, la nécessité d'élever le niveau des qualifications, l'augmentation des salaires, l'amélioration des conditions de travail et de sécurité.

**L'EMPLOYABILITÉ
À TOUT PRIX**

FRANCE TRAVAIL : LA POLICE DES PRÉCAIRES

Tout le public lié à France travail sera soumis à un **contrat d'engagement : 15 heures d'activités hebdomadaires minimum obligatoires**. Avec le dispositif « **Ambition emploi** », les élèves de la voie pro sans solution après 4 mois, titulaires d'un diplôme ou non, se verront contraint-es de signer un **contrat d'engagement jeune** (CEJ)! Dès l'année de Terminale, France Travail animera un module de formation intitulé « **Avenir pro** » pour inciter les jeunes des LP à se diriger vers les besoins en emplois locaux.

OFFRE DE FORMATION : RÉPONDRE AUX BESOINS LOCAUX DU PATRONAT

L'élaboration de la carte des formations se construira en **mettant en adéquation les formations et les besoins des entreprises**. Par conséquent il est prévu :

- de fermer 100% des formations prétendument non-insérantes en 2026 pour ouvrir des formations dans les métiers en tension ou d'avenir
- de développer des bac + 1 ou certificats de spécialisation non qualifiants
- Adapter les contenus des diplômes aux demandes des entreprises par une coloration donnant lieu à la délivrance d'une attestation.

Non seulement les élèves vont être enchaîné-es aux formations de leur territoire, mais leurs poursuites d'études seront compromises. Le développement de ces formations non-qualifiantes va fabriquer un salariat « low cost ». Pour la CGT Éduc'action, l'objectif du LP doit être l'émancipation de toutes et tous, bien au-delà d'une pseudo adéquation à court terme avec un monde du travail en perpétuelle transformation.

**MOINS DE POURSUITE
D'ÉTUDES EN BTS
(BAC + 2)**

FOURNIR UNE MAIN D'ŒUVRE PRÉCAIRE, CORVÉABLE ET À MOINDRE COÛT !



GRATIFICATION DES STAGES : MAIN-D'OEUVRE GRATUITE POUR LES ENTREPRISES

L'allocation varie, entre 1,4€ et 2,8€ de l'heure, et sera **financée par de l'argent public et non par les entreprises**. Cette gratification apparente des élèves à un salariat « low-cost » amène à considérer les stages comme du travail alors que c'est une période de formation. De plus, elle risque de dissuader les élèves de s'engager dans une poursuite d'études. **La CGT Éduc'action revendique une allocation d'étude pour tou-tes les lycéen·nes, une revalorisation des bourses et une réintégration des lycées dans l'éducation prioritaire !**

DU BAC PRO 3 ANS AU BAC PRO 2 ANS

Prétextant la mise en place de groupes à effectifs réduits en 2^{nde} et en 1^{ère} il est prévu de supprimer 2 semaines de cours par année de formation. De plus, l'année scolaire de terminale serait amputée de **4 semaines de cours** pour mettre en place des parcours diversifiés notamment en augmentant de 6 semaines les stages pour les élèves qui veulent s'insérer dans l'emploi. Cette mesure **est totalement hors-sol** car elle ne tient pas compte du rythme d'apprentissage de nos élèves ni du fonctionnement et de l'organisation de nos LP. **Ce n'est pas de plus d'entreprise dont nos élèves ont besoin mais de plus et de mieux d'École.**

Avec cette réforme, force est de constater que la formation bac pro 3 ans va passer à deux ans !

7 SEMAINES DE COURS EN MOINS!



203H DE COURS EN MOINS!

LE MYTHE DE L'ENTREPRISE FORMATRICE

LES LYCÉES PROFESSIONNELS DOIVENT RESTER AU SERVICE DES ÉLÈVES !

Les lycées professionnels (LP) n'ont pas vocation à être au service des entreprises, mais bien à celui des élèves. On ne forme pas mieux « sur le tas ». Poussée par la rentabilité, l'entreprise n'en a ni le temps ni les moyens. De plus, elle présente pour les jeunes (qui, de surcroît ne peuvent se défendre), les mêmes risques liés aux manquements à la sécurité, à l'exposition aux produits dangereux, aux accidents du travail et aux violences sexistes et sexuelles, que pour les adultes. **Cette réforme consacre le passage de l'apprentissage d'un métier à l'acquisition de compétences pour une employabilité immédiate. Elle s'attaque aux diplômes et à la qualification et, in fine, au salaire.**



La CGT Éduc'action, attachée à la valeur émancipatrice de la formation, dénonce cette nouvelle offensive libérale contre l'École. Elle demande le retrait de cette réforme et le renforcement de la voie professionnelle sous statut scolaire.



La CGT Éduc'action réaffirme sa revendication d'une scolarité obligatoire jusqu'à 18 ans, afin de renforcer l'égalité des chances pour toutes et tous et s'engage à lutter contre toutes les discriminations.

avec la **CGT** UN AUTRE CHOIX de SOCIÉTÉ !

CGT Éduc'action



01 55 82 76 55



unsen@cgteduc.fr

263 Rue de Paris 93100 Montreuil



@CGTEducationofficiel



@cgt_educ



@cgteducation

